

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES












ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Prestations de transport de personnes pour les accueils de jour du GHBS (4 lots)

N° du CCP : 2025-21

Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS)
Direction Achats et Logistique / Cellule marchés de territoire
5 avenue de Choiseul - BP 12233
56322 LORIENT
✉ cellulemarches@ghbs.bzh

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestations de transport de personnes pour les accueils de jour du GHBS
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	4
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

Page n°

1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	4
1.1 - OBJET DU CONTRAT	4
1.2 - DECOMPOSITION DU CONTRAT	5
1.3 - TYPE D'ACCORD-CADRE	5
1.4 - DETAIL DES PRESTATIONS	5
1.5 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	10
2 - PIECES CONTRACTUELLES.....	10
3 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	10
4 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	11
4.1 - DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	11
4.2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
4.3 - OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.....	13
5 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	13
5.1 - DUREE DU CONTRAT	13
5.2 - RECONDUCTION.....	13
6 - PRIX.....	13
6.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	13
6.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX.....	13
7 - GARANTIES FINANCIERES.....	14
8 - AVANCE	14
9 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	14
9.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS.....	14
9.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
9.3 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	15
9.4 - PAIEMENT DES COTRAITANTS	15
9.5 - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	16
10 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	16
11 - DEVELOPPEMENT DURABLE – ACTIONS D'INSERTION PAR L'ECONOMIE ET L'EMPLOI	16
12 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	16
12.1 - VERIFICATIONS	16
12.2 - DECISION APRES VERIFICATION	16
13 - DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.....	17
14 - ECHANGES ELECTRONIQUES.....	17
15 - PENALITES.....	17
15.1 - PENALITES DE RETARD	17
15.2 - PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	17
15.3 - PENALITE EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS RELATIVES A L'INSERTION SOCIALE	17
16 - ASSURANCES	17
17 - CLAUSE DE REEXAMEN.....	17
18 - RESILIATION DU CONTRAT	18
18.1 - CONDITIONS DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	18
18.2 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	18
19 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	19
20 - DEROGATIONS	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Prestations de transport de personnes pour les accueils de jour du GHBS (4 lots).

La présente consultation concerne des prestations de transport de personnes de leur domicile vers les structures d'accueil de jour pour une période d'une journée à plusieurs jours par semaine. Ces personnes sont âgées de 60 ans ou plus et atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées, sans déficit moteur. Leur domicile se trouve dans les communes avoisinantes des accueils de jour.

Les 4 structures d'accueil de jour du GHBS sont les suivantes :

- Accueil de jour EHPAD la Colline à Hennebont (56)
- Accueil de jour EHPAD le Faouët (56)
- Accueil de jour Hôpital de Kerdurand à Riantec (56)
- Accueil de jour "Ti An Heol" EHPAD de Moëlan sur mer (29)

Structure	Adresse	Nombre de places	Horaires d'ouverture	Périodes de fermeture
Accueil de jour EHPAD la Colline	Place du Calvaire 56700 Hennebont	6	Du lundi au vendredi 9h30 à 16h30	1 semaine en avril 3 semaines l'été 1 semaine à la Toussaint Entre Noël et Jour de l'an Les jours fériés
Accueil de jour EHPAD le Faouët	36 rue des Bergères 56320 Le Faouët	6	Du lundi au vendredi 9h45 à 16h30	1 semaine en avril 3 semaines l'été 1 semaine à la Toussaint Entre Noël et Jour de l'an Les jours fériés
Accueil de jour HOPITAL DE Kerdurand (RIANTEC)	1 Groez Diben 56670 Riantec	6	Du lundi au vendredi 9h30 à 16h30	1 semaine en avril 3 semaines l'été 1 semaine à la Toussaint Entre Noël et Jour de l'an Les jours fériés
Accueil de jour TI AN HEOL, EHPAD de Moëlan sur Mer	6 rue Sainte Melaine, 29350 Moëlan sur Mer	8	Du lundi au vendredi 10h00 à 16h30	3 semaines l'été 1 semaine entre Noël et jour de l'An Les jours Fériés

L'accueil de jour reçoit des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Il participe à la prise en charge des malades avec le médecin, les aidants familiaux et professionnels et le spécialiste. L'objectif est d'aider à rester au domicile le plus longtemps possible en proposant :

- un soutien à l'aidant principal,
- des activités pour préserver les aptitudes,
- un lieu de rencontre avec d'autres personnes,
- des moments où on se sent bien.

Les bénéficiaires sont des personnes âgées de 60 ans ou plus, atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées, sans déficit moteur, habitant les communes avoisinantes des accueils de jour.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Accueil de jour de l'Ehpad "La Colline" à Hennebont (56)
02	Accueil de jour de l'Ehpad Le Faouët (56)
03	Accueil de jour de l'Ehpad Hôpital de Kerdurand à Riantec (56)
04	Accueil de jour "Ti An Heol" EHPAD de Moëlan sur mer (29)

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Montant MAXI HT sur 4 ans (montant contractuel)	560 000 €
--	-----------

1.4 – Détail des prestations

1.4.1. – Conditions d'exécution

Le transport s'effectue conformément aux recommandations de la Circulaire n° DGCS/SD3A/2011/444 du 29 novembre 2011 relative aux modalités d'organisation de l'accueil de jour et de l'hébergement temporaire.

Le titulaire s'engage à assurer sous sa responsabilité les transports des usagers de leur domicile à la structure d'accueil de jour.

Le transport demandé peut être :

- un aller simple vers la structure d'Accueil de Jour,
- un retour simple au domicile de l'utilisateur,
- un aller-retour entre l'Accueil de jour et le domicile de l'utilisateur.

Compte tenu du caractère vulnérable des usagers transportés, le titulaire s'engage à assurer une prestation d'aide et d'accompagnement du domicile jusqu'au service d'accueil de jour et inversement.

Le chauffeur devra se signaler auprès de l'équipe soignante et lui confier l'utilisateur en personne. De même, il viendra chercher la personne dans le service d'accueil et la raccompagner jusqu'à la porte de son domicile.

Le fonctionnement des transports est réputé par circuit. Le mode de transport le plus économique sera retenu par le titulaire du marché.

Afin d'éviter la fatigabilité liée au transport et pour le confort des usagers, les circuits sont toujours combinés pour être les plus courts possibles.

Le titulaire est incité à favoriser le transport simultané de plusieurs usagers dans le même véhicule, lorsque leur état de santé le permet, en fonction du lieu d'habitation et en veillant à ne pas trop allonger la durée du trajet.

Les demandes de transport seront notifiées par le pouvoir adjudicateur.

1.4.2. – Modalités d'appel

Les courses sont programmées une semaine à l'avance par le service d'accueil de jour.

Le titulaire assurera une traçabilité des demandes (cf. recommandations mentionnées à l'article 9.2 du présent CCP).

**Le titulaire est avisé de la mission à réaliser par mail ou bien sur simple appel téléphonique.
Il doit mettre en place un numéro de téléphone et/ou une adresse mail assurant une réponse permanente.**

Les demandes de transport émanent de l'équipe de l'accueil de jour qui se charge de transmettre au titulaire :

- *Les nom et prénom de la personne à prendre en charge,*
- *Le jour et l'heure de prise en charge,*
- *Le lieu de prise en charge,*
- *La destination.*

1.4.3. – Jours et horaires d'intervention

→ LOT 1 - ACCUEIL DE JOUR DE LA COLLINE (Hennebont)

La prise en charge des participants, au nombre maximum de 6, devra être réalisée :

- le matin à partir de 8h45 pour une arrivée à l'accueil de jour entre 9h15 et 9h30 ;
- le soir à partir de 16h30 pour un retour à domicile entre 17h00 et maximum 17h30.

Zone territoriale desservie (à titre indicatif) :

- | | |
|---|---------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Caudan | <input type="checkbox"/> Locmiquélic |
| <input type="checkbox"/> Hennebont | <input type="checkbox"/> Lorient |
| <input type="checkbox"/> Inguiniel | <input type="checkbox"/> Merlevenez |
| <input type="checkbox"/> Inzinzach-Lochrist | <input type="checkbox"/> Nostang |
| <input type="checkbox"/> Kervignac | <input type="checkbox"/> Plouhinec |
| <input type="checkbox"/> Lanester | <input type="checkbox"/> Port-Louis |
| <input type="checkbox"/> Langonnet | <input type="checkbox"/> Quéven |
| <input type="checkbox"/> Languidic | <input type="checkbox"/> Riantec |
| <input type="checkbox"/> Lanvaudan | <input type="checkbox"/> Saint-Hélène |

→ LOT 2 - ACCUEIL DE JOUR SITE LE FAOUET

Afin de garantir le bon fonctionnement du service, les usagers, au nombre maximum de 6, doivent arriver à 9h45 et repartir à 16h30 du lundi au vendredi hors jours fériés.

Zone territoriale desservie (à titre indicatif) :

- | | |
|------------------------------------|------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Berné | <input type="checkbox"/> Le Faouët |
| <input type="checkbox"/> Gourin | <input type="checkbox"/> Le Saint |
| <input type="checkbox"/> Guiscriff | <input type="checkbox"/> Meslan |
| <input type="checkbox"/> Langonnet | <input type="checkbox"/> Plouray |
| <input type="checkbox"/> Lanvéneq | <input type="checkbox"/> Priziac |

→ LOT 3 - ACCUEIL DE JOUR HOPITAL DE Kerdurand (Riantec)

Afin de garantir le bon fonctionnement du service, les usagers, au nombre maximum de 6, doivent arriver à 9h30 et repartir à 16h30 du lundi au vendredi hors jours fériés.

Zone territoriale desservie (à titre indicatif)

- | | |
|--------------------------------------|---------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Gâvres | <input type="checkbox"/> Plouhinec |
| <input type="checkbox"/> Kervignac | <input type="checkbox"/> Port Louis |
| <input type="checkbox"/> Locmiquélic | <input type="checkbox"/> Riantec |
| <input type="checkbox"/> Merlevenez | <input type="checkbox"/> Saint Hélène |
| <input type="checkbox"/> Nostang | |

➔ **LOT 4 - ACCUEIL DE JOUR TI AN HEOL (Moëlan sur mer)**

La prise en charge des usagers, au nombre maximum de 8, devra être réalisée :

- le matin à partir de 9h00 pour une arrivée à l'accueil de jour entre 9h45 et 10h15
- le soir à partir de 16h45 pour un retour à domicile entre 17h et 17h30

Zone territoriale desservie (à titre indicatif) :

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Baye | <input type="checkbox"/> Moelan |
| <input type="checkbox"/> Clohars Carnoet | <input type="checkbox"/> Querrien |
| <input type="checkbox"/> Guidel | <input type="checkbox"/> Quimperlé |
| <input type="checkbox"/> Mellac | <input type="checkbox"/> Riec sur Belon |

1.4.4. – Délai d'intervention

Le titulaire détermine l'heure à laquelle il sera tenu de prendre en charge le participant afin que ce dernier arrive aux horaires susmentionnés. Il tient compte notamment du temps de trajet ou du niveau de circulation.

En cas de non-respect des délais, il pourra être fait application des pénalités de retard prévues à l'article 15.1 du présent document.

Le titulaire s'engage à prévenir le service d'accueil de jour de tout retard important, panne ou accident et devra proposer une solution alternative si nécessaire.

1.4.5. – Véhicules

Le titulaire respecte les règles édictées en matière de sécurité routière. Il respecte également les obligations résultant de la réglementation en vigueur en matière de transports individuels ou collectifs.

Le titulaire doit être équipé de véhicules permettant de prendre en charge des personnes âgées de 60 ans ou plus, atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées, sans déficit moteur.

Les véhicules sont entretenus normalement (contrôle technique obligatoire) et doivent disposer de l'ensemble des dispositifs de sécurité rendus obligatoires en matière de sécurité routière.

Le titulaire offre aux utilisateurs les garanties de confort nécessaires, notamment en leur facilitant l'accès au véhicule.

1.4.6. – Formation du personnel

Le titulaire met à disposition un personnel :

- formé régulièrement par la protection civile aux risques routiers ;
- sensibilisé à la prise en charge de personnes âgées de 60 ans ou plus, atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées, sans déficit moteur.

1.4.7. – Estimation des besoins

Les données sont transmises à titre indicatif.

➤ **LOT 1 - Accueil de jour La Colline à Hennebont**

Nombre de km par semaine (aller/retour) = 420 km environ

Flux d'admission	2024
Nb personnes fréquentant l'AJ au 01/01/2024	15
Nb entrées / an	14
Nb sorties / an	12
Nb personnes fréquentant l'AJ au 31/12/2024	17

	Nombre de personnes concernées			Nombre de venue		
Commune d'origine	2022	2023	2024	2022	2023	2024
CAUDAN	2	2	3	12	64	78
HENNEBONT	8	7	5	390	418	312
INZINZAC LOCHRIST	1	1	7	29	14	7
KERVIGNAC	1	0	0	5	0	0
LANESTER	5	5	6	144	72	248
LANGUIDIC	0	2	2	0	49	54
PLOUHINEC	1	1	0	44	31	0
PONT SCORFF	0	0	0	0	0	0
LORIENT	1	3	7	13	83	202
MERLEVEZ	0	0	0	0	0	0
PORT LOUIS	0	0	0	0	0	0
QUEVEN	0	0	0	0	0	0
PLOUAY	0	0	0	0	0	0
LOCMIQUELIC	0	0	0	0	0	0
PLOEMEUR	0	2	2	0	36	76
BRANDERION	0	0	1	0	0	28

➤ **LOT 2 - Accueil de jour Le Faouët**

Nombre de km par semaine (aller/retour) = 180 km environ

Flux d'admission

Nb personnes fréquentant l'AJ au 01/01/2024
Nb entrées / an
Nb sorties / an
Nb personnes fréquentant l'AJ au 31/12/2024

2024

12
8
7
13

	Nombre de personnes concernées			Nombre de venues		
Commune d'origine	2022	2023	2024	2022	2023	2024
BERNE	2	1	0	43	52	0
GOURIN	6	6	5	222	129	110
GUEMENE SUR SCORFF	0	0	0	0	0	0
GUISCRIF	4	2	1	143	88	89
LANGONNET	5	6	2	252	336	169
LANVENEGEN	2	2	2	186	124	143
LE CROISTY	0	0	2	0	0	48
LE FAOUE	3	3	5	194	138	129
LOCUNOLE	0	0	0	0	0	0
MESLAN	0	0	0	0	0	0
PLOERDUT	1	2	1	1	51	10
PLOURAY	0	0	0	0	0	0
PRIZIAC	2	0	0	47	0	0
SAINT CARADED TREGOMEL	0	0	0	0	0	0
ROUDOUALLEC	1	2	2	36	124	99

➤ **LOT 3 - Accueil de jour Hôpital de Kerdurand (Riantec)**

Nombre de km par semaine (aller/retour) = 250 km environ

Flux d'admission

2024

Nb personnes fréquentant l'AJ au 01/01/2024	23
Nb entrées / an	17
Nb sorties / an	6
Nb personnes fréquentant l'AJ au 31/12/2024	11

	Nombre de personnes concernées			Nombre de venues		
Commune d'origine	2022	2023	2024	2022	2023	2024
LANESTER	2	0	0	130	0	0
MERLEVEZ	3	3	0	145	30	0
PORT LOUIS	7	7	6	121	147	154
RIANTEC	5	8	9	93	90	105
LOCMIQUELIC	8	9	6	80	268	366
NOSTANG	1	1	1	29	35	33
PLOUHINEC	1	7	8	81	146	239
ST HELENE	0	1	2	0	1	37
KERVIGNAC	0	1	1	0	4	36
GAVRES	0	1	1	0	0	30

➤ **LOT 4 - Accueil de jour Ti An Heol à Moëlan sur Mer**

Nombre de km par semaine (aller/retour) = 500 km environ

Flux d'admission

2024

Nb personnes fréquentant l'AJ au 01/01/2024	26
Nb entrées / an	11
Nb sorties / an	10
Nb personnes fréquentant l'AJ au 31/12/2024	27

	Nombre de personnes concernées			Nombre de venue		
Commune d'origine	2022	2023	2024	2022	2023	2024
ARZANO	1	1	1	11	40	43
BAYE	1	1	1	76	91	87
CLOHARS CARNOET	3	5	7	94	136	145
MOELAN SUR MER	10	11	10	352	412	520
QUIMPERLE	9	8	8	451	434	389
GUIDEL	0	0	1	0	0	12
RIEC SUR BELON	1	1	1	28	67	38
MELLAC	0	1	1	0	19	19

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire, dont Annexe 1 « Bordereau des prix » et Annexe 2 « Mémoire clause sociale »

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Toutes les informations relatives au fonctionnement du Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS) ou concernant les usagers pris en charge dans les services de l'établissement venues à la connaissance des professionnels de l'entreprise chargée de l'exécution du présent contrat, sont strictement couvertes par le SECRET PROFESSIONNEL (en vertu de l'article 226-13 du code pénal et de l'article L1110-4 du code de la santé publique). En conséquence, l'entreprise contractante s'engage à prendre toute précaution utile afin de préserver la confidentialité et la sécurité des informations ainsi concernées, et notamment d'empêcher qu'elles ne soient communiquées, par tous moyens, à des personnes non autorisées, extérieures à l'hôpital, publiques ou privées, physiques ou morales. Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG/FCS, en cas de violation professionnel ou de non respect des dispositions susvisées, le GHBS pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité compensatrice en faveur du titulaire de ce contrat.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire devra respecter strictement toutes les obligations résultant des textes et se conformer aux protocoles internes à l'établissement, en matière de sécurité et de maîtrise du risque infectieux, ceci, tant vis à vis de leurs personnels que vis à vis des personnels du GHBS, des usagers, des visiteurs, des matériels et locaux. A ce titre, le titulaire s'engage à organiser la formation de ses personnels, les thèmes abordés portant notamment sur les connaissances de base sur le risque infectieux en milieu hospitalier (environnement microbien, précautions standard). Cette formation sera actualisée aussi souvent que nécessaire ».

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

DEONTOLOGIE PROFESSIONNELLE :

Compte tenu du caractère vulnérable des personnes transportées, le titulaire s'engage à respecter les règles de déontologie qui s'imposent et notamment à n'accepter aucune rémunération ou pourboire, quelle qu'en soit sa nature, sous peine de poursuites.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Les données traitées sont les noms et adresses des usagers transportés dans le cadre du présent marché. Ces informations feront l'objet d'une traçabilité par le biais d'un document qui sera transmis mensuellement au pouvoir adjudicateur.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@ghbs.bzh

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

MOYENS DE NOTIFICATION : courrier électronique adressé à dpo@ghbs.bzh.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

4.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

4.2.8 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- ✓ fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- ✓ documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- ✓ veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- ✓ superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter du **01/12/2025**.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconductions

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon le bordereau de prix.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la réalisation de la prestation, notamment le carburant.

Les prix ne peuvent comporter de supplément d'aucune sorte, notamment pour frais de facturation.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix pourront être ajustés annuellement. Le titulaire adressera ses nouveaux tarifs 3 mois avant la date anniversaire du marché.

Clause de butoir : les prix sont ajustés par référence aux prix d'origine au mois de la remise de l'offre (ou au moment de la dernière révision) sans que l'évolution ne dépasse 2 % par an.

Clause de sauvegarde : si la clause butoir ci-dessus n'est pas respectée, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire, soit :

- de surseoir à l'application de la révision de prix ;

- un geste commercial en modérant la hausse dans des proportions qui ne dépasseraient pas le pourcentage susmentionné.

A défaut d'accord entre les deux parties, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier la partie non exécutée des prestations du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, au minimum 30 jours avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

A l'issue de la période initiale, les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$P = P0 * (0,67 * SFc / S0c) + (0,05 * Rc / R0c) + (0,11 * Gc / G0c) + (0,17 * Vc / V0c)$$

SF = Indice CNR : Tx horaire conducteur transport routier de voyageur

R = Indice INSEE n° 001764110_ Indice entretien et réparation de véhicules particuliers

G = Indice CNR : Indice Gazole

V = Indice INSEE n° 010764837_ Indice offre intérieure véhicules automobiles INSEE (offre intérieure des produits industriels – véhicules automobiles)

P = Prix année N

P0 = Prix année N-1

SF_c : Moyenne trimestrielle annuelle Indice salaire Année N

S0_c : Moyenne trimestrielle annuelle Indice salaire Année N -1

R_c : Moyenne annuelle Indice Entretien réparation Véhicule Année N

R0_c : Moyenne annuelle Indice Entretien réparation Véhicule Année N -1

G_c : Moyenne annuelle Indice Gazole Année N

G0_c : Moyenne annuelle Indice Gazole Année N -1

V_c : Moyenne annuelle indice offre véhicules Année N

V0_c : Moyenne annuelle indice offre véhicules Année N-1

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont adressées mensuellement. Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation CHORUS PRO. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

En parallèle de la facture, le titulaire adresse également, par voie électronique, à l'adresse : a.bonny@ghbs.bzh, un récapitulatif des transports correspondants, avec les informations suivantes :

- Les nom et prénom de la personne transportée,
- La date et l'heure de prise en charge,
- Le lieu de prise en charge,
- La destination.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **26561334900140**
- Code service : **DAL**
- Numéro d'engagement juridique : **N° du bon de commande (7 chiffres)**

Les demandes de paiement doivent être à l'entête du GHBS - Direction Achats et Logistique - 5 avenue de Choiseul - BP 12233 - 56322 LORIENT cedex.

Le comptable assignataire chargé des paiements est la Trésorerie Hospitalière Ouest Morbihan, 1 rue des Capucines, 56704 HENNEBONT cedex – Tél. 02 30 17 09 50.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

11 - Développement durable – Actions d'insertion par l'économie et l'emploi

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS) s'est engagé dans une démarche forte d'incitation à la lutte contre l'exclusion des personnes éloignées de l'emploi. Dans ce cadre, elle permet d'utiliser la commande publique comme un levier en faveur de l'accès à l'emploi des personnes en difficultés d'insertion professionnelle. Ce marché intègre donc un dispositif d'insertion socioprofessionnelle de publics éloignés de l'emploi, en application des dispositions des articles L2112-2 à L2112-4 du code de la commande publique.

Les modalités d'application de cette clause d'insertion par l'économie et l'emploi sont précisées dans la **fiche ANNEXE 2 – Mémoire clause sociale** jointe au Règlement de la consultation.

Des pénalités applicables en cas de non-respect des engagements sont prévues à l'article 15.3 du présent CCP.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le pouvoir adjudicateur peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAG.

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Le GHBS pourra mettre en œuvre, à tout moment de l'exécution du marché, une procédure d'évaluation de la prestation portant sur la conformité d'exécution par rapport au cahier des charges, ainsi que sur le degré de satisfaction des usagers (questionnaire de satisfaction).

Le titulaire du marché sera informé des modalités de mise en œuvre et des résultats de cette évaluation.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Echanges électroniques

Le GHBS se réserve la possibilité d'utiliser la voie dématérialisée pour les échanges ou pour la transmission de documents (avenants notamment) qui interviendront pendant l'exécution de l'accord-cadre.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Pénalité en cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion sociale

Pénalité égale au nombre d'heures prévu par le marché et non réalisé, multiplié par 2 et multiplié par le SMIC horaire.

Pénalité de 50 € par jour de retard en cas de défaut d'information sur la mise en œuvre de l'action.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en oeuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- Caractère imprévisible des prix : dans l'hypothèse où les prix unitaires prévus par la consultation subiraient une variation conséquente qu'aucune des parties ne pouvaient prévoir et qui modifierait de manière significative les conditions financières du contrat, les parties peuvent convenir, par avenant, d'un éventuel ajustement directement induit par cette circonstance sur la base d'un mémoire établi par le titulaire. Ce mémoire comportera tous les justificatifs de la hausse des charges et de l'impact économique sur la marge nette bénéficiaire du titulaire au regard de l'équilibre initial du marché. Dans le cas d'une augmentation de prix accordée exceptionnellement au titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra définir une période limitée dans l'avenant afin que ces nouveaux tarifs puissent être rediscutés (clause de revoyure).

Cet ajustement pourra être temporaire, le titulaire devant justifier de la prolongation de cette circonstance. Il est, en outre, précisé qu'un avenant de baisse du prix pourra être mis en place pour faire bénéficier le pouvoir adjudicateur de conditions financières plus favorables.

- Modification du montant maximum : le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'augmenter le montant maximum annuel du marché suite à un changement de pratiques hospitalières, une évolution réglementaire ou à une augmentation des prestations qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir et ce dans la limite de 20% du montant annuel.

Le réexamen fera l'objet d'une décision écrite du GHBS, sous forme d'avenant, qui sera notifié par courrier dématérialisé avec accusé de réception au titulaire du marché après signature des deux parties.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 5.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Fait à Lorient,

La Responsable achats et marchés publics,

S. GRUEL